

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Conseil d'administration**

**Séance du 6 décembre 2022**

### **Extrait du Procès-verbal**

#### **Délibération n°147-2022 ADHESION A LA CONVENTION « SOCLE COMMUN » PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CHARENTE-MARITIME**

Le 6 décembre 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre des congrès de Haute-Saintonge à Jonzac, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

**Date de la convocation** : le 9 novembre 2022

#### **Etaient présents :**

##### **Membres ayant voix délibérative :**

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BLANC, BOTTON, CABRI, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, GUILLEN, NASSIVET, SOULISSE, TAUPIN.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	11
	présents :	12

##### **Membres ayant voix consultative :**

Mesdames et Messieurs : la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, le contrôleur général MARCAILLOU, le colonel JOUANNE le médecin-chef AUDFRAY, le sergent BENOIST, le capitaine DUMILLARD, le lieutenant LARGE, la sergente-chef PRIOUR.

##### **Assistaient également :**

Mesdames et Messieurs : GUIMBERTEAU, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

##### **Etaient excusés :**

Mesdames et Messieurs : le Préfet, le Payeur départemental, BARRAUD, BARUSSEAU, BAUDON, BESSON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DESPREZ, DUCROCQ, GODINEAU, GRAU, GUEGO, LABARRIERE, le Sénateur LAURENT, LIGONNIERE, MARCILLY, MERCIER, PAPINEAU, PINAUD, PONS, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, l'adjutant-chef RUCHAUD, VIC.

**ADHESION A LA CONVENTION « SOCLE COMMUN » PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CHARENTE-MARITIME**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'avis favorable du comité technique du 21 novembre 2022,

**Vu** le projet de convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime (2023-2026),

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

Les Centres Départementaux de Gestion (CDG) de la fonction publique territoriale sont des établissements publics locaux administratifs (article L.452-1 et suivants du code général de la fonction publique). Il en existe un par département. Ils sont gérés par les employeurs territoriaux (maires, présidents d'établissements publics, etc.).

Les collectivités territoriales et établissements publics non affiliés peuvent :

- soit s'affilier à titre volontaire pour l'ensemble des prestations proposées par le CDG ;
- soit adhérer à un « socle commun de compétences ».

Conformément à l'article L.452-39 du code général de la fonction publique territoriale, ce socle commun, dénommé « appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines » est composé de 6 prestations :

- le secrétariat du conseil médical ;
- une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue ;
- une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents, hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
- la désignation d'un référent laïcité.

Le détail de ces prestations figure dans le projet de convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime (2023-2026).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, 666 communes et établissements sont adhérents au CDG de la Charente-Maritime et 10 collectivités ou établissements non affiliés adhèrent au socle commun. Actuellement, le SDIS de la Charente-Maritime est le seul établissement non affilié à ne pas avoir adhéré au socle commun.

Cette adhésion donne lieu au versement d'une cotisation annuelle égale à 0,15 % de la masse des rémunérations versées aux agents.

Ce montant de contribution est fixé chaque année par délibération du Conseil d'administration du CDG de la Charente-Maritime. Le cas échéant, la convention peut être dénoncée par la collectivité si le taux de contribution visé à l'article 8, arrêté chaque année par le conseil d'administration du CDG de la Charente-Maritime, venait à être modifié. La date de la résiliation est alors fixée au 31 décembre de l'année.

La convention peut être également résiliée à tout moment par l'un des signataires, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de six mois.

Tous les ans, un bilan administratif et financier est soumis à l'approbation du Conseil d'administration du CDG et communiqué aux collectivités et établissements concernés. A ce titre, des régularisations peuvent intervenir soit en négatif, soit en positif.

Il est à noter qu'un collège spécifique qui représente les collectivités et établissements non affiliés pour l'exercice des missions visées à l'article L.452-39 susmentionné, siège au Conseil d'administration du CDG.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime (2023-2026) et d'autoriser le président du Conseil d'administration à la signer.

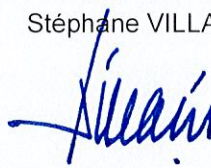
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration

**Certifié, publié et exécutoire.**

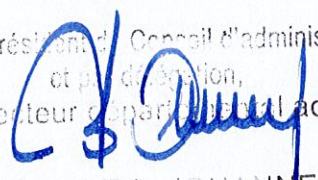
le 05/12/2022  
COG 12622 DEL 147

Stéphane VILLAIN



Pour le Président du Conseil d'administration  
et par délégation,

Le Directeur départemental adjoint

  
Colonel Eric JOUANNE